

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 10 · Numéro 13, 10 Novembre 2009

Ligne de Fond

OMC/ cycle de Doha: Lamy fait le point sur les négociations et réclame une impulsion des négociations pour conclure le cycle de Doha 1

Nouvelles de l'OMC

Le cycle de Doha sera au cœur de la ministérielle de l'OMC de novembre décembre..... 3

La Chine et l'UE devant l'OMC pour régler le différend sur l'acier chinois 4

L'UE ne fait pas assez pour l'accès des pays pauvres aux médicaments 4

Sur le fil

Commerce intra régional : les producteurs ivoiriens à la conquête du marché ouest-africain?5

Nouvelles régionales

APE UE CEDEAO : Pour une reprise en main du processus politique 5

APE: la Namibie demande à l'UE d'écouter ses inquiétudes..... 6

Événements..... 7

Publications 7

PASSERELLES, SYNTHÈSE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE© est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux.

LIGNE DE FOND

OMC/ cycle de Doha: Lamy fait le point sur les négociations et réclame une impulsion des négociations pour conclure le cycle de Doha

Lors de la réunion du Comité des négociations commerciales du 23 octobre 2009, le Directeur de l'OMC M. Pascal Lamy a fait le point sur l'état des négociations. Les principales questions en négociations ont été passées en revue : l'agriculture, l'AMNA, les services, les règles ; les indications géographiques, le traitement spécial et différencié entre autres.

Agriculture : Il a soutenu que les travaux concernant l'agriculture progressaient de façon harmonieuse et avec le soutien entier des Membres, selon une approche comportant deux axes. L'un des axes — les travaux sur les modèles — progresse avec les contributions de nombreux Membres. La première étape de ces travaux consiste à identifier les données de base et les tableaux appropriés; cette étape devrait s'achever bientôt, et en novembre débiteront les travaux de la deuxième étape, à savoir l'élaboration des modèles qui seront utilisés pour l'inscription des engagements.

L'autre axe des travaux concernant l'agriculture est constitué par les consultations informelles du Président sur les questions qui sont entre crochets ou autrement annotées dans le projet de modalités et les documents connexes. Il y a eu des discussions sur les questions relatives au soutien interne et à l'accès aux marchés, y compris des travaux utiles sur les produits sensibles, les plafonds tarifaires, l'accroissement des contingents tarifaires et la simplification des tarifs. En novembre, ces consultations aborderont les questions relatives au TSD dans les modalités — MSS, produits spéciaux, produits tropicaux,

érosion des préférences — et il y aura ensuite la possibilité, en décembre, de revenir sur certaines de ces questions.

Pour Lamy, il y a un effort collectif pour ne pas abaisser le niveau actuel d'ambition dans le domaine de l'agriculture.

En résumé, les travaux concernant l'agriculture témoignent d'un regain d'engagement, ils ont le soutien des Membres et ils progressent. Je vous encourage fortement à continuer dans cette voie, sachant que toutes les questions doivent être résolues pour que ces négociations aboutissent.

Pour l'AMNA, Lamy a fait le point sur ses consultations de ces derniers jours qui visaient à déterminer comment faire avancer la négociation sur les obstacles non tarifaires. Il a rappelé le travail du groupe de négociation qui avait examiné les différentes propositions de texte concernant ces questions en suivant un processus de questions et réponses. Cet échange a contribué à une meilleure compréhension et une clarification des différentes propositions. Toutefois, il reste beaucoup à faire. C'est ce qui émerge des consultations. Il y a des propositions qui sont à un stade plus avancé que d'autres, il y a des textes qui se rapportent au même secteur et qu'il serait peut être nécessaire de combiner et, enfin, il y a encore des propositions qu'il reste à développer pour en faire des textes juridiques.

Il a rappelé les prochaines étapes que sont la semaine AMNA qui a débuté le 2 novembre ce sera l'occasion de débattre de certaines propositions. À la suite de cette réunion, le Président entend mener des consultations sous différentes formes au sujet des différentes propositions, de manière à progresser à cet égard. Il a été noté qu'il reste un travail technique considérable à accomplir dans ce domaine complexe de la négociation sur l'AMNA, et les négociateurs doivent maintenant s'employer à élaborer un texte.

Pour les **Services**, le but des consultations qui étaient engagées par le DG de l'OMC était de clarifier la voie à suivre et la meilleure manière de faire avancer les négociations à ce stade. L'axe principal était le pilier de l'accès aux marchés, mais

l'élaboration des règles ainsi que la question des modalités concernant les PMA ont été, elles aussi, brièvement évoquées.

Il a été souligné que les négociations sur les services ne pouvaient être dissociées du reste du PDD et que, à mesure que nous progressions dans les domaines de l'agriculture et de l'AMNA, nous devions avoir un degré correspondant de clarté au chapitre des services. Il y avait aussi le sentiment général que, même si un certain temps s'était écoulé depuis la conférence d'annonce d'intentions de juillet 2008, et même s'il était admis que les annonces étaient conditionnelles, nul n'avait l'intention de faire marche arrière. Il a été reconnu qu'il faudrait rechercher une plus grande clarté à la faveur de réunions bilatérales et plurilatérales, mais il était aussi entendu que le fruit de ces efforts, quel qu'il soit, ne devrait pas être désigné comme des “offres finales”.

S'agissant du volet élaboration des règles, le sentiment général était que les travaux sur la réglementation intérieure devraient être intensifiés et que les hauts fonctionnaires devraient prêter une plus grande attention au programme concernant l'élaboration des règles dans le domaine des services, en privilégiant les négociations fondées sur des textes. La semaine du 9 novembre a été désignée comme une “semaine des services” en vue de rechercher les niveaux de satisfaction désirés dans tous les aspects des négociations sur les services, y compris la mise en œuvre des modalités concernant les PMA, qui ont maintenant atteint un stade d'élaboration permettant la participation d'un plus grand nombre de Membres.

En plus de ces trois questions centrales du cycle de Doha, d'autres questions ont été discutées au cours de cette réunion du comité de négociations. C'est le cas des **Règles** et il a été noté que le groupe continue de travailler sur le texte proposé par le président en décembre 2008 notamment sur les questions de subventions, de mesures antidumping les travaux se sont poursuivis conformément au programme de travail du Groupe. Le point a aussi été fait sur les négociations sur le **registre des indications géographiques pour les vins et spiritueux**, après une série de consultation, le président a

proposé un programme de travail pour les mois à venir. D'autres groupes de négociations ont aussi noté des avancées dans leurs discussions comme le groupe sur **Commerce et environnement**, le groupe de la **Facilitation des échanges** qui est entrain de finaliser le nouvel accord.

Quant aux négociations relatives au **Traitement spécial et différencié**, les discussions sur la base d'un texte concernant le mécanisme de surveillance se sont poursuivies à partir de la note informelle du Président.

Lamy réclame une impulsion des négociations sur le cycle de Doha

Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce, Pascal Lamy, a prévenu la semaine dernière que, "sans une sérieuse accélération" des négociations, le cycle de Doha de libéralisation des échanges ne pourrait être conclu en 2010 comme promis par les grandes puissances. "Il sera difficile de conclure en 2010 sans une sérieuse accélération du rythme des négociations", a expliqué M. Lamy devant les hauts représentants des 153 membres de l'OMC réunis pour un Conseil général. "Il faut que des négociations réelles émergent, et non pas seulement des consultations et discussions informelles, mais de véritables échanges entre les membres", a-t-il insisté. Les négociations sur le cycle de Doha, entamé en 2001 dans la capitale du Qatar, piétinent depuis des années, les pays industrialisés et en développement se montrant incapables de se mettre d'accord sur les baisses des subventions agricoles ainsi que sur les droits de douane aux exportations de produits industriels.

Les principales économies de la planète se sont toutefois engagées en juillet lors du G8 en Italie et en septembre lors d'une rencontre informelle de leurs négociateurs au commerce à New Delhi (Inde) à conclure le cycle en 2010. Forts de cet engagement, les négociateurs ont repris depuis un mois leurs pourparlers au siège de l'OMC. "Je pense qu'il est honnête de dire que nous avons réalisé des progrès", a reconnu Pascal Lamy. Mais, a-t-il prévenu, ce n'est pas suffisant.

Le directeur de l'Organisation du Commerce Mondial a également indiqué que la grande

réunion ministérielle prévue fin novembre serait "une plate-forme importante pour les ministres pour envoyer un signal fort de leur engagement à conclure le cycle de développement de Doha". Il a toutefois précisé que cette réunion, organisée du 30 novembre au 2 décembre, n'était pas destinée à des négociations mais devait permettre de faire le point sur les avancées.

NOUVELLES DE L'OMC

Le cycle de Doha sera au cœur de la ministérielle de l'OMC de novembre décembre

Le cycle de Doha lancé en 2001 sera au menu de la prochaine grande réunion des ministres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) fin novembre. "Le passage en revue des activités de l'OMC, incluant le programme de Doha, est l'un des deux points de l'agenda de la réunion ministérielle régulière de notre organisation qui se tiendra à Genève entre le 30 novembre et le 2 décembre", a expliqué M. Matus, ambassadeur du Chili auprès de l'OMC.

Jusqu'à une date récente, le directeur de l'Organisation, Pascal Lamy, avait assuré que la réunion ne porterait pas sur le cycle de Doha qui a fait face à de nombreux échecs ces dernières années. L'arrivée de Obama et d'une nouvelle administration à la tête des Etats-Unis a relancé l'espoir d'un accord.

Depuis plusieurs semaines voire plusieurs mois, les discussions se sont de fait intensifiées, en atteste la rencontre qui s'est tenu en début septembre à New Delhi réunissant les principaux négociateurs.

S'ajoute à cette intense activité des négociateurs la volonté déclarée des membres du G20 de conclure les négociations en 2010.

Et l'avenir du commerce mondial dépend pour beaucoup de la suite réservée au Cycle. La crédibilité et la confiance au système commercial pâtiront beaucoup de l'échec de ce cycle de

libéralisation. C'est donc dire que les ministres ne peuvent pas passer sous silence cette question.

Outre Doha, les ministres se pencheront fin novembre sur les "contributions de l'OMC à la reprise, à la croissance et au développement économique", a encore précisé le diplomate chilien.

"Mais dans les deux cas (Doha et la croissance économique), le sommet ne prendra pas de décisions. Il y aura uniquement un résumé qui devrait être adopté à la fin des deux jours et demi de discussions", a-t-il précisé. La réunion ministérielle de fin novembre est particulièrement attendue puisque cela fait quatre ans que les 153 ministres des pays membres de l'organisation ne se sont pas rencontrés pour une grande messe normalement prévue tous les deux ans. Lors de ce sommet, les ministres devront approuver de nombreux rapports, dont certains ont été réclamés par les Etats lors du dernier sommet de Hong

Kong en 2005. "Il y a des rapports liés à des thèmes comme le coton, les petites économies, les violations des règles de l'OMC, le commerce électronique", a détaillé l'ambassadeur Matus.

La Chine et l'UE devant l'OMC pour régler le différend sur l'acier chinois

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a décidé de trancher le différend sur les mesures antidumping imposées par Bruxelles sur les importations de systèmes de fixations en fer ou en acier (vis, écrous, boulons et joints) provenant de Chine. "Un panel d'experts a été établi", a indiqué une source proche du dossier après une réunion de l'organe de règlement des différends. Le 12 octobre, le gouvernement chinois avait demandé à sa mission auprès de l'OMC de solliciter "l'établissement d'un groupe d'experts pour examiner le différend relatif aux actions antidumping des CE (Communautés européennes) sur les importations d'éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine".

Bruxelles, qui avait alors jugé la revendication de la Chine "infondée", a "accepté l'établissement du

groupe d'experts", a affirmé un diplomate européen durant la réunion de l'organe de règlement des différends.

Bruxelles se dit en effet "fermement convaincu de la solidité de ses arguments. Nous sommes prêts à défendre nos mesures que nous considérons pleinement compatibles avec les lois de l'OMC", a déclaré le diplomate européen.

En janvier, la Commission européenne a décidé d'imposer des taxes antidumping allant de 26,5% à 85% sur certains éléments de fixation importés de Chine, en fer ou en acier. Ses mesures sont valables pour une période de cinq ans et ont été adoptées, selon Bruxelles, pour lutter contre le "commerce déloyal" pratiqué par Pékin.

La Chine est le premier producteur mondial de vis, boulons et joints en acier et l'Union européenne constitue son premier marché (575 millions d'euros), selon l'Association des producteurs chinois de producteurs d'éléments de fixation en fer ou en acier Jiaxing.

Bruxelles estime disposer de "preuves claires" démontrant que les Chinois pratiquent le dumping dans la branche des éléments de fixation en fer ou en acier, nuisant ainsi à l'industrie européenne.

L'UE ne fait pas assez pour l'accès des pays pauvres aux médicaments

L'Union européenne fait passer les intérêts des grandes compagnies pharmaceutiques avant ceux des deux milliards de personnes qui n'ont pas accès aux médicaments essentiels, ont dénoncé mercredi les ONG Oxfam International et Health Action International Europe (HAI). "L'UE est en contradiction avec les règles du commerce international", ont estimé ces deux organisations humanitaires dans un rapport présenté à Bruxelles. Les ONG affirment que le Brésil et l'Inde vont porter plainte contre l'UE devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) après que les Pays-Bas ont empêché la livraison via l'Europe de médicaments génériques indiens destinés au Brésil, à la Colombie et au Nigeria. Depuis la fin 2008, l'Allemagne et les Pays-Bas ont saisi 19 cargaisons de médicaments génériques à destination de pays en développement. Or, affirment les ONG, le transit par l'Europe de ces médicaments était légal au regard des règles de

l'OMC. Les ONG ont dénoncé "les deux poids, deux mesures" de la politique européenne du médicament. Alors qu'une majorité de pays européens tentent de réduire les prix des médicaments pour leur marché intérieur, ils augmentent la pression sur les gouvernements des pays en développement pour qu'ils cèdent leurs droits d'obtenir des médicaments génériques à des prix abordables, affirme le rapport. Selon Oxfam et HAI, l'UE souhaite la mise en oeuvre de règles plus sévères en matière de propriété intellectuelle dans les accords bilatéraux de libre échange, allant au-delà des accords existants de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). A l'origine, ces accords ADPIC devaient permettre aux pays pauvres d'avoir accès à des versions génériques, à prix inférieurs, de médicaments brevetés. "L'UE est coupable de doubles normes", a dit Elise Ford, porte-parole d'Oxfam. "On bataille pour faire baisser les prix des médicaments en Europe tout en durcissant les règles de propriété intellectuelle qui empêchent les pays pauvres d'acheter des médicaments abordables". La Commission européenne s'est défendu de vouloir entraver l'accès des médicaments génériques aux pays pauvres et a défendu les saisies au nom de la lutte contre la contrefaçon. "La Commission prend la question des saisies de médicaments génériques très au sérieux", a dit Lutz Güllner, un porte-parole chargé des questions commerciales. "Toutefois, des mesures doivent continuer à être prises contre le commerce mondial des produits de contrefaçon, et notamment de faux médicaments dangereux, dont les effets négatifs frappent principalement les pays en développement", a argumenté M. Güllner.

Sources AFP

SUR LE FIL

Commerce intra régional : les producteurs ivoiriens à la conquête du marché ouest-africain?

Réunis pendant trois jours au Grand Bassam, les producteurs ivoiriens d'ananas, une filière en crise depuis plusieurs années, ont décidé de conquérir le marché ouest africain.

Jusqu'à présent le principal marché de cette filière a été celui de l'UE.

Cette nouvelle démarche a comme objectif principal la relance de la production qui passera par de nouveaux débouchés.

Le marché Ouest africain en est un puisque comportant plus de 200 millions de consommateur. Et les coups logistiques seront moins importants. C'est conscient de cela, que ces producteurs ont annoncé la mise en place d'une stratégie visant à "se redéployer sur le marché ouest-africain sans pour autant négliger celui de l'Europe".

Le constat a été amer, la filière a perdu 7 milliards de FCFA (10,6 M EUR) depuis le déclenchement en 2002 de la crise socio-politique, en raison d'une chute de la production des petits planteurs, due à l'interruption de la ligne maritime. "Des tonnes de fruits ont été abandonnées sur les routes et à quai à cause de l'absence des navires", a déploré Michel Gnui, président de l'Organisation centrale des producteurs-exportateurs d'ananas et de bananes (OCAB), principale structure de gestion de la filière.

Autrefois leader sur le marché européen, la production d'ananas en Côte d'Ivoire a baissé de 70% entre 1999 et 2008, passant de 216.000 à 60.000 tonnes. La filière est actuellement supplantée par ses concurrents latino-américains. Les producteurs comptent impliquer et solliciter l'appui des politiques à cet effet, toutes ces décisions issues de cette rencontre seront consignées dans un livre blanc qui sera présenté au président ivoirien Laurent Gbagbo, en vue d'un appui des bailleurs de fonds internationaux", a expliqué le président de OCAB.

NOUVELLES REGIONALES

APE UE CEDEAO : Pour une reprise en main du processus politique

La Société civile sénégalaise sous la conduite de ENDA et de OSIWA a sonné la remobilisation pour la reprise du processus politique dans les négociations APE.

Au cours d'un atelier - conférence organisé à Dakar par les deux organisations citées plus haut, les différents acteurs du processus ont lancé un appel aux autorités politiques pour qu'elles continuent le combat qui a été commencé depuis la fin de l'année 2007.

Cet atelier qui a enregistré la participation de l'Assemblée Nationale et le ministère du commerce du Sénégal était l'occasion d'exposer tout le travail technique que les experts de la région ont fait. Aujourd'hui, ces experts subissent une forte pression de l'UE ce qui justifie cet appel. Si le processus technique a donné des résultats, il faut essayer de conserver ces acquis et seul celui politique peut aider à cela. C'est donc dire que les autorités de la région se doivent de prendre des décisions sur certaines questions. C'est pour aider cette prise de décision et ce réengagement politique des autorités de la région que cet atelier - conférence a été organisé. Le coordonnateur du programme commerce de Enda Tiers Monde, Dr Cheikh Tidiane Diéye estime que : « tout le travail technique a été fait. Il appartient maintenant à l'autorité politique de reprendre le processus de négociation afin de faire la pression nécessaire pour que l'Ape soit bien négocié ».

Dans le même sens, le chargé de programme de réforme économique de Osiwa, M. Michel Saraka Kouame déclare que : « l'accord commercial UE-ACP est un des accords commerciaux les plus importants dans lequel nos pays sont sur le point d'entrer. Cela nécessite une surveillance et une contribution des citoyens à un moment où la CEDEAO est en train de passer d'une CEDEAO des Etats à une CEDEAO des citoyens ». En outre M. Kouame interpelle les Etats africains pour qu'ils affichent des positions claires et éclairées dans les négociations actuelles. C'est dans ce sillage que le Directeur du Commerce Extérieur, Cheikh Saadibou Seck affirme que : « le dialogue politique doit se réaliser à travers tous les acteurs ».

L'objectif de l'APE doit être le développement. Nous devons donc signer un accord plus orienté vers le développement que vers le commerce.

C'est pourquoi Dr. Diéye est largement revenu sur la question : Quel Ape de développement pour

l'Afrique ? Sur ce, il estime qu' « un APE porteur de développement est d'abord et avant tout un accord assujéti à l'intégration régionale effective ».

Il faut donc la mise en œuvre des instruments, des institutions et des politiques régionales nécessaires pour rendre l'intégration effective. Selon toujours le Dr. Cheikh Tidiane Ndiaye les régions africaines et ACP en général, ne doivent accepter le texte de l'Ape que s'il contient des dispositions claires et des engagements de l'Europe sur des questions de développement identifiés par les régions elle-même.

APE: la Namibie demande à l'UE d'écouter ses inquiétudes

Le président de la Namibie, Hifikepunya Pohamba, a demandé à l'Union européenne de prendre en compte les inquiétudes de son pays concernant les Accords de partenariat économique (APE) entre l'UE et l'Afrique, déjà signés par plusieurs pays d'Afrique australe. "Les accords doivent être conclus entre partenaires égaux et après des discussions. Nous pensons que l'UE ne discute pas avec nous d'égal à égal", a déploré M. Pohamba lors d'une visite en Afrique du Sud. "Nous avons eu des réunions et nous leur avons présenté nos positions. Dans un processus normal, ils devraient écouter nos problèmes. Ils semblent ne pas nous écouter et cela est très regrettable", a-t-il ajouté, après une rencontre avec son homologue sud-africain Jacob Zuma. Les présidents namibien et sud-africain s'opposent à la signature des APE, destinés à libéraliser les échanges commerciaux entre l'UE et le bloc Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP), en remplacement d'un régime commercial qui a pris fin en 2007. Le Botswana, le Lesotho, le Swaziland et le Mozambique ont cependant signé ces accords qui permettent notamment un meilleur accès des denrées africaines au marché européen. Mais la Namibie redoute qu'un afflux de produits manufacturés européens sur son marché ne mette en péril son faible tissu industriel. L'Afrique du Sud, puissance économique régionale, craint également que de tels accords ne minent les efforts en faveur d'une plus grande intégration commerciale de l'Afrique

australe. L'économie de la Namibie dépend largement de l'Afrique du Sud voisine, sa monnaie étant indexée sur le rand sud-africain.

Source AFP

Événements

OMC

2 - 6 novembre 2009, OMC, Genève, Comité du commerce des services financiers

5 novembre 2009, OMC, Genève, Sous-Comité des pays les moins avancés, Conseil du commerce des services ;

5 – 6 novembre, OMC, Genève Comité des obstacles techniques au commerce

6 - novembre 2009 ; OMC, Genève Services: Comité des engagements spécifiques

10 – novembre, OMC, Genève, Groupe de travail des règles de l'AGCS

13 - novembre, OMC, Genève, Conseil du commerce des services ; session extraordinaire

17 - novembre, OMC, Genève, Conseil Général

Hors OMC

4-5 novembre, OECD, Forum mondial de l'OCDE sur l'éco-innovation, organisé par la Direction de l'Environnement.

6 – 7 novembre, St. Andrews, Ecosse, Royaume-Uni. Réunion des ministres des finances du G-20 et de Gouverneurs des Banques Centrales. www.g20.org

9-14 Novembre, Doha, Qatar Conference of State Parties of the UN Convention against Corruption. Contact: www.unodc.org

14-15 Novembre, Singapour, Réunion APEC des ministres économiques.

Publications

OMC, Rapport sur le commerce mondial 2009. www.wto.org

Les engagements en matière de politique commerciale et les mesures contingentes

Les règles régionales dans le système commercial mondial : Le Rapport porte essentiellement sur certaines mesures contingentes auxquelles les Membres de l'OMC peuvent recourir lors de l'importation et de l'exportation de marchandises.

Il traite des sauvegardes, des mesures antidumping et des droits compensateurs. Le Rapport examine aussi plusieurs autres mécanismes de flexibilité dont disposent les Membres, tels que la renégociation d'engagements tarifaires, les taxes à l'exportation et le relèvement des droits de douane jusqu'au niveau maximal que chacun a négocié – désigné sous le nom de consolidations tarifaires. www.wto.org

OMC, Les règles régionales dans le système commercial mondial. Cet ouvrage présente des analyses des règles des ACR dans six domaines clés : accès aux marchés, obstacles techniques au commerce, instruments de protection contingents, investissement, services et politique de la concurrence pour des dizaines d'ACR parmi les plus importants. www.wto.org

OMC, Panorama 2009 de l'Aide pour le commerce: entretenir l'élan. Ce rapport de suivi de l'Aide pour le commerce décrit les succès remportés jusqu'à présent par l'initiative. Il passe en revue les tendances et les faits saillants et propose une analyse exhaustive de l'engagement des donateurs et des pays partenaires. En outre, il aborde la dimension régionale de l'Aide pour le commerce. Enfin, il contient des fiches documentaires qui aident à évaluer les résultats et les incidences de l'Aide pour le commerce. www.wto.org

FAO, Situation des marchés de produits agricoles 2009, (La). Flambée des prix et crise alimentaire : expériences et enseignement. Cette édition de La situation des marchés des produits agricoles examine la nature et les motifs de cette flambée des prix sur les marchés

internationaux entre juin 2006 et juin 2008 ainsi que les enseignements (notamment en matière de politiques) qui peuvent en être tirés. Le rapport étudie dans quelle mesure les nouvelles "explications" permettent de comprendre l'inflation soudaine des prix des denrées alimentaires et le rôle des contraintes traditionnelles des marchés. www.fao.org

FAO ; L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde en 2009. Il présente les dernières statistiques sur la sous-alimentation à l'échelle mondiale, parvenant à la conclusion que des problèmes structurels de sous-investissement ont empêché de progresser vers l'accomplissement de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation et du premier des Objectifs du Millénaire pour le développement relatif à la réduction de la faim. www.fao.org